



# Les récupérateurs

## le droit d'être reconnu comme travailleurs

Bien avant que le concept d'économie verte ne soit généralisé, les récupérateurs et autres recycleurs et travailleurs de déchets dans l'économie informelle offraient un service public dont l'impact positif sur les plans économique, social et environnemental profitait à leurs collectivités. Depuis des siècles, ils se battent pour faire reconnaître leurs activités comme un métier et améliorer aussi bien leurs conditions de travail que leur statut et leur rémunération. Pourtant, encore aujourd'hui, la plupart des récupérateurs ne sont pas reconnus comme des prestataires de services publics ou des « travailleurs verts » et n'ont pas de liens clairs avec les industries du secteur formel ou les municipalités. A l'heure actuelle, de nouvelles industries et des grandes entreprises — locales et multinationales — se font concurrence pour les mêmes matériaux recyclables dont dépendaient et dépendent encore les récupérateurs pour exercer leur métier et assurer leur subsistance.

**Il est temps de mettre en place un nouveau paradigme du développement durable pour reconnaître, soutenir et promouvoir le travail décent en faveur des récupérateurs.**

### Une main-d'œuvre immense au bas de la chaîne de recyclage

Des millions de personnes dans le monde vivent de la recherche, de la collecte et du traitement de matériaux jetés par quelqu'un d'autre. Les récupérateurs, l'appellation générale adoptée à la 1re Conférence mondiale des récupérateurs en 2008, peuvent être de divers profils, des personnes travaillant dans les décharges ou fouillant dans les ordures dans les rues aux collecteurs improvisés qui vendent des matières recyclables à des intermédiaires ou à des entreprises ou qui transforment les déchets en nouveaux produits. Certains d'entre eux sont des ramasseurs/trieurs organisés et syndiqués ou membres de coopératives ou d'associations. Le recyclage est une activité à forte intensité de main-d'œuvre, offrant des millions d'emplois. En fait, à l'échelle mondiale, on estime à 24 millions le nombre de personnes engagées dans le recyclage, c'est-à-dire la collecte, la récupération, le tri, le classement, le nettoyage, le pressage ou le compactage des déchets, ainsi que la transformation en de nouveaux produits. La grande majorité de ces emplois, soit environ 80 pour cent, sont dans l'économie informelle.<sup>1</sup>

*« La main-d'œuvre et encore de main d'œuvre, c'est justement de quoi il s'agit, de la main-d'œuvre non rémunérée ! »*

~ Siraj Seth, ferrailleur à Pune, en Inde

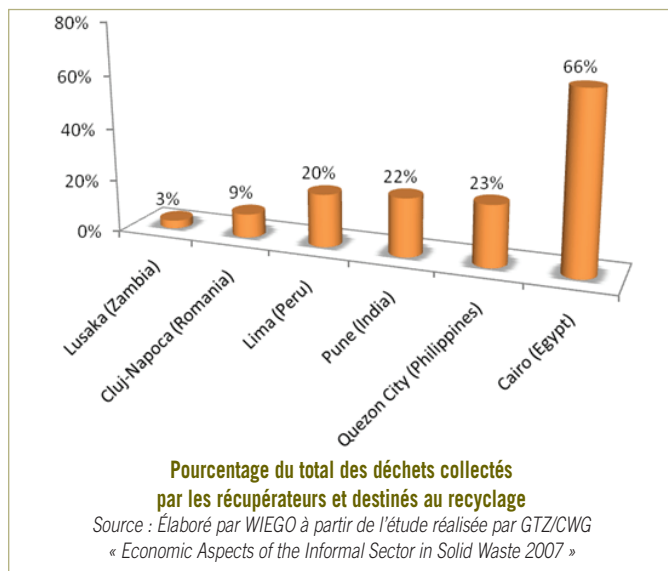
Malgré leurs efforts quotidiens pour améliorer leur situation, 15 millions de récupérateurs vivent au bas de la pyramide économique et luttent aux côtés de leur famille pour survivre. Bien que leurs efforts alimentent la chaîne de recyclage, ils restent les acteurs les plus vulnérables au sein d'une industrie très florissante où le prix des matières premières se traduit par des profits multimillionnaires pour ceux qui sont au sommet de la pyramide. Est-il possible à une économie écologiquement durable d'offrir aux récupérateurs des possibilités de travail décent et d'améliorer leur protection sociale ?

### Notre santé, nos villes et notre environnement : une contribution essentielle

Dans de nombreuses villes des pays en développement, les récupérateurs assurent la seule forme de collecte des déchets. Selon une publication d'ONU-Habitat (2010), les récupérateurs se chargent de 50 à 100 pour cent de toute la collecte de déchets dans la plupart des villes des pays en développement, un service impayé qui pourtant améliore les conditions d'hygiène et procure donc des avantages en matière de santé publique et d'esthétique, sans parler du fait que ce travail, en détournant des matières recyclables des dépotoirs ou des décharges, fait économiser près de 30 pour cent d'espace d'enfouissement des déchets. Mises ensemble, la réduction de collecte et la réduction des flottes de transport, grâce aux récupérateurs, font réaliser aux municipalités d'importantes économies de coût. Pourtant, dans la plupart des pays, les municipalités, les résidents et les entreprises locales ne paient rien pour ces services. Pire encore, certaines sociétés privées qui détiennent des contrats de collecte et d'enfouissement des déchets affirment avoir enterré les déchets que les recycleurs ont détournés, réduisant ainsi à néant les économies réalisées par le recyclage dans le secteur informel et sapant la contribution des récupérateurs.



Le recyclage, modèle de gestion des déchets à forte intensité de main-d'œuvre, est source de millions d'emplois et l'un des moyens les moins coûteux et les plus rapides pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Considérez ceci : la réduction d'une tonne des émissions de CO<sub>2</sub> par le recyclage coûte 30 pour cent de moins que par les procédés d'efficacité énergétique et 90 pour cent de moins que par l'énergie éolienne.<sup>2</sup> De même, le recyclage fait réduire les émissions 25 fois de plus que l'incinération<sup>3</sup> et les incinérateurs émettent plus de CO<sub>2</sub> par unité d'électricité que ne le font les centrales au charbon.<sup>4</sup>



Par ailleurs, le recyclage fait réduire les émissions dans les secteurs forestier, minier et manufacturier parce qu'il faut beaucoup moins d'énergie pour fabriquer des produits à partir de matériaux recyclés que des matériaux vierges. Dans le cas de produits de papier et de bois, il y a un autre avantage : le recyclage des produits de papier signifie que la demande de bois et, partant, la déforestation, baissera.

## Une contribution aussi immense que la lutte pour la survie est âpre

*« Privés d'accès aux déchets, les récupérateurs sont comme des fermiers sans terre ou des pêcheurs sans poisson. Nous ne pouvons pas survivre ! » ~ Silvio Ruiz Grisales, militant au syndicat des récupérateurs à Bogota, en Colombie*

Les récupérateurs à travers le monde n'ont pas un travail digne et décent. Malgré leurs contributions multiformes, ils gagnent généralement très peu et n'ont pas de protection sociale, tout en courant de grands risques. En manipulant les déchets, à quelque endroit que ce soit, ils sont exposés à des matières contaminées et toxiques, ainsi qu'à un grand risque de blessures, surtout dans les décharges à ciel ouvert où ils risquent d'être écrasés par des camions ou victimes de l'affaissement de surface, d'éboulement et d'incendies. Les récupérateurs connaissent également des risques ergonomiques telles que des postures statiques et la répétition ou encore du fait qu'ils soulèvent des objets lourds et poussent des charrettes chargées. De même, ils sont soumis à la stigmatisation sociale et souvent harcelés par les autorités.

Ce sont là les difficultés les plus évidentes auxquelles ils sont confrontés, mais ce qui reste caché peut encore mettre à mal leurs moyens de subsistance.

A savoir que les récupérateurs sont vulnérables aux fluctuations importantes des prix, à l'exploitation par les intermédiaires et à des prix artificiellement bas, une situation que la récente récession mondiale n'a fait qu'exacerber. Bien que la réduction du volume de déchets produits reste un important objectif mondial, la structure actuelle des prix signifie que celle-ci pourrait laisser des millions de travailleurs du secteur informel sans le revenu nécessaire pour répondre même aux besoins de survie élémentaires. Une position plus juste dans la chaîne de valeur, qui légitime leur occupation, de même que la propriété des initiatives propices à une répartition plus équitable des bénéfices, est une exigence primordiale des récupérateurs à travers le monde.

Or, il se trouve que la gestion municipale des déchets solides, confiée à des entreprises multinationales, constitue une menace pour les recycleurs travaillant dans le secteur informel. De plus en plus, les municipalités cèdent la collecte et le transport des déchets à des entreprises privées, locales ou multinationales, menaçant ainsi les moyens d'existence aussi bien des récupérateurs que des travailleurs municipaux chargés de la collecte et du tri des déchets de même que de la valeur ajoutée.

Les tendances sectorielles mondiales des projets d'apparence écologique, telles que le financement des incinérateurs et des usines de valorisation énergétique des déchets, qui brûlent tout sans distinction, y compris les matières recyclables, menacent également le travail des récupérateurs. Les municipalités, acquiescentes à l'idée des « technologies vertes » grâce aux manœuvres des grandes entreprises, se méprennent sur elles car, en fait, elles savent la vraie éco-technologie, à savoir le recyclage inclusive porteur de reconnaissance sociale.

Les récupérateurs sont généralement issus de populations socialement exclues et économiquement marginalisées, par exemple, les Dalits et les minorités en Inde, les Noirs en Afrique du Sud, les réfugiés vietnamiens au Cambodge, la population rurale déplacée en Colombie et les Zabbaleen/chrétiens coptes en Égypte. La récupération des déchets est un métier facile d'accès et offrant aux travailleurs des horaires souples et une certaine autonomie. Bien que vulnérables, les récupérateurs ont des moyens d'action et choisissent souvent de travailler dans ce secteur qui peut offrir des gains bien meilleurs que les autres options à leur disposition. La formalisation et/ou la privatisation ne devrait pas évincer ni exclure les récupérateurs déjà marginalisés et que le secteur de recyclage informel a accueillis.



La décharge d'Uruli, Pune Photo : J. Luckham



## S'organiser pour améliorer les conditions de travail

Face à ces défis, les récupérateurs s'organisent, tentent de négocier avec leurs municipalités et mettent à l'épreuve de nouveaux modèles de gestion inclusive des déchets, où les récupérateurs sont officiellement reconnus et constituent une partie intégrante du système de collecte et de recyclage des déchets. Dans plusieurs pays en développement, dont l'Argentine, le Brésil, la Colombie et l'Inde, il existe maintenant des modèles avec des indicateurs de succès. Par exemple, dans certains pays, il y a une tendance très marquée vers l'intégration des récupérateurs dans le système du tri des matières recyclables, tandis que les travailleurs municipaux se chargent comme d'habitude de la collecte et de l'élimination des déchets. Lorsque le recyclage est formalisé dans le cadre du service public municipal, les récupérateurs se voient intégrés et reconnus, comme il se doit, en tant que travailleurs.

Les grandes coopératives de récupérateurs, décentralisées et formées par des syndicats, des mouvements nationaux et des associations ont fait des progrès notables :

- A Buenos Aires, en Argentine, le Mouvement des travailleurs exclus compte environ 2 000 membres. Les récupérateurs qui font partie d'El Amanecer de los Cartoneros ont collecté et recyclé 225 tonnes de matériel mis au rebut et se sont vus reconnus et rémunérés par leur municipalité.
- SWaCH, une coopérative établie à Pune, en Inde, et née des luttes fructueuses du KKKPK, un syndicat de récupérateurs, a conclu avec la municipalité un contrat grâce auquel plus de 2300 membres assurent la collecte des déchets en porte-à-porte à plus de 400 000 maisons dans la ville. Ils sont payés au moyen des frais de service aux résidents auxquels ils doivent rendre des comptes de même qu'à la municipalité qui se charge des frais administratifs et fournit de l'équipement. Les travailleurs, trieurs des déchets collectés, séparent les recyclables secs des matières humides en vue d'une opération de compostage qui produit de riches engrais naturels utilisés dans les espaces publics.
- Estimés à 600 cents, les membres de la coopérative, le Mouvement national des récupérateurs (MNCR) offrent des emplois à plus de 80 000 catadores et sont chargés de la collecte de 90 pour cent de tous les matériaux recyclés au Brésil.
- En 2013, le bureau du maire de Bogota, en Colombie, a lancé un régime de rémunération des récupérateurs en échange de leurs services de collecte, de transport et de récolte de matériaux recyclables. Cette reconnaissance à leur endroit, en tant que prestataires de services publics, est le résultat d'une longue lutte menée par les 23 coopératives qui constituent l'Association des récupérateurs de Bogota et qui comptent plus de 2 300 membres. Au départ, 790 ménages de récupérateurs ont vu leur revenu ordinaire doubler (voire même tripler); 4000 autres (des 18 000 récupérateurs en Colombie) sont inscrits au registre de rémunération. Les victoires juridiques à Bogota ont aussi gagné les rangs des récupérateurs indépendants et non organisés, créant en Colombie un précédent en faveur d'un système de formalisation inclusive de tous les récupérateurs au titre des services publics de nettoyage. Le système demande encore à être développé et consolidé.

Les stratégies de recyclage et zéro déchet peuvent également créer des emplois :

- Une étude récente<sup>5</sup> montre que 1,5 millions de nouveaux emplois pourraient être créés aux Etats-Unis par suite du détournement des déchets des sites d'enfouissement et des incinérateurs vers le réemploi, le recyclage et le compostage. La Commission européenne estime que 400 000 emplois seraient créés en Europe rien qu'en mettant en œuvre les politiques actuelles en matière de recyclage.



Cartoneando, Mouvement des travailleurs exclus, Argentine. Photo : MTE



Une zone de collecte de SWaCH, Pune. Photo : L.Vryenhoek



Une récupératrice à Coopersoli, Belo Horizonte. Photo : L.Tuttle



Centre de recyclage d'Alqueria, Bogota. Photo : L.Tuttle

## Les récupérateurs : leur potentiel<sup>6</sup>, libéré, créera du travail décent

- Les efforts déployés par les récupérateurs pour se faire reconnaître comme des travailleurs légitimes et se développer en se dotant de structures formelles devraient être appuyés, sans porter atteinte à leurs contributions actuelles et à long terme.
- Le renforcement des organisations de récupérateurs, afin qu'ils puissent collectivement améliorer les facteurs qui conduisent à la dignité économique et sociale, puis se doter d'une voix représentative dans les forums de politiques locales, nationales et internationales, ainsi que des forums de réglementation et de négociation collective, est crucial. Cela se traduira par de meilleures conditions de travail et des revenus substantiels pour les récupérateurs, ainsi que par la récupération accrue des ressources et un environnement plus durable.
- Les politiques, lois et règlements répressifs devraient être remplacés, d'une part, par des politiques favorables et inclusives et, d'autre part, par des lois qui favorisent la mise en place de systèmes formels et informels de gestion et de recyclage des déchets.
- Les pouvoirs publics devraient reconnaître le métier des récupérateurs, tout comme le rôle important qu'ils jouent sur les plans environnemental, social, technique et économique, et investir dans les programmes de récupération ou de protection des ressources de même que dans les lois et politiques qui assurent la stabilité du métier et des moyens de subsistance décentes pour les récupérateurs au bas de la chaîne de recyclage. Par ailleurs, ils devraient promouvoir des politiques qui améliorent le statut des travailleurs dans l'industrie du recyclage et se détourner des technologies qui supplantent un grand nombre de travailleurs.
- Plus important encore, les administrations locales devraient adopter une approche holistique de la gestion des déchets solides, laquelle reconnaît les avantages économiques et environnementaux de l'inclusion des récupérateurs du secteur informel dans la gestion des déchets et la planification.
- Enfin, l'OIT devrait reconnaître les récupérateurs en tant que travailleurs indépendants et fournisseurs d'un service public qui, par sa nature, se traduit par des avantages à fort impact sur l'environnement. Il faudrait opérationnaliser des mécanismes propres à assurer aux récupérateurs un revenu vital, à améliorer les conditions et à garantir la protection sociale afin qu'ils puissent rester dans le métier et bénéficier des conditions de travail décentes et sûres.



Mobilisation et rassemblement des récupérateurs à la COP17 à Durban  
Photo : D. Tsoutouras

<sup>1</sup> OIT. 2013. « Développement durable, travail décent et emplois verts », Conférence internationale du Travail, 102e session, 2013, Rapport V.

<sup>2</sup> Skumatz, L. 2008. « Recycling and Climate Change. » Resource Recycling, octobre, pp 14-20.

<sup>3</sup> Tellus Institute. 2008. « Assessment of Materials Management Options for the Massachusetts Solid Waste Master Plan Review. » décembre, p 2.

<sup>4</sup> USEPA's Emissions & Generation Resource Integrated Database, 2000.

<sup>5</sup> Tellus Institute with Sound Resource Management, 2012, préparé pour Blue Green Alliance, Teamster, SEIU, NRDC, Recycling Works et GAIA.

<sup>6</sup> GAIA, 2013, Recycling Jobs: Unlocking the Potential for Green Employment Growth.

### Sources et ressources :

- <http://wiego.org>
- [www.globalrec.org](http://www.globalrec.org)
- Alliance mondiale des récupérateurs, Déclaration sur le changement climatique 2010.
- <http://www.chintan-india.org/>
- <http://zerowasteworld.org/uncategorized/tribute-to-recycling-workers/>
- <http://no-burn.org/more-jobs-less-pollution>
- <http://www.recyclingworkscampaign.org/>

Le présent exposé de position a été préparé par WIEGO, avec des contributions du syndicat Kagad Kach Patra Kashtakari Panchayat (KKPKP), en Inde, et de l'Asociación Nacional de recicladores de Colombia (ANR), en Colombie, en vue de 102e session de la Conférence internationale du Travail en juin 2013.

**A propos de WIEGO:** Femmes dans l'Emploi Informel : Globalisation et Organisation, mieux connu sous l'acronyme WIEGO, est un réseau mondial, à vocation action-recherche-politique, qui se mobilise pour améliorer le statut des travailleurs pauvres, notamment celui des femmes, dans l'économie informelle. WIEGO forge des alliances avec trois groupes d'intéressés et en tire aussi ses membres : les organisations de travailleurs basées sur leurs adhérents que sont les travailleurs du secteur informel, les chercheurs et statisticiens travaillant sur l'économie informelle issus d'organismes et les professionnels qui proviennent des organismes de développement et qui s'intéressent à l'économie informelle. WIEGO poursuit ses objectifs en aidant à bâtir et à renforcer les réseaux des organisations de travailleurs informels. Son analyse des politiques, sa recherche de statistiques et l'analyse des données sur l'économie informelle y contribuent aussi tout comme ses conseils stratégiques, ses tables-rondes de politiques sur l'économie informelle de même que la documentation et la diffusion des bonnes pratiques à l'appui de la main-d'œuvre informelle. Pour en savoir davantage, rendez-vous sur [www.wiego.org](http://www.wiego.org).